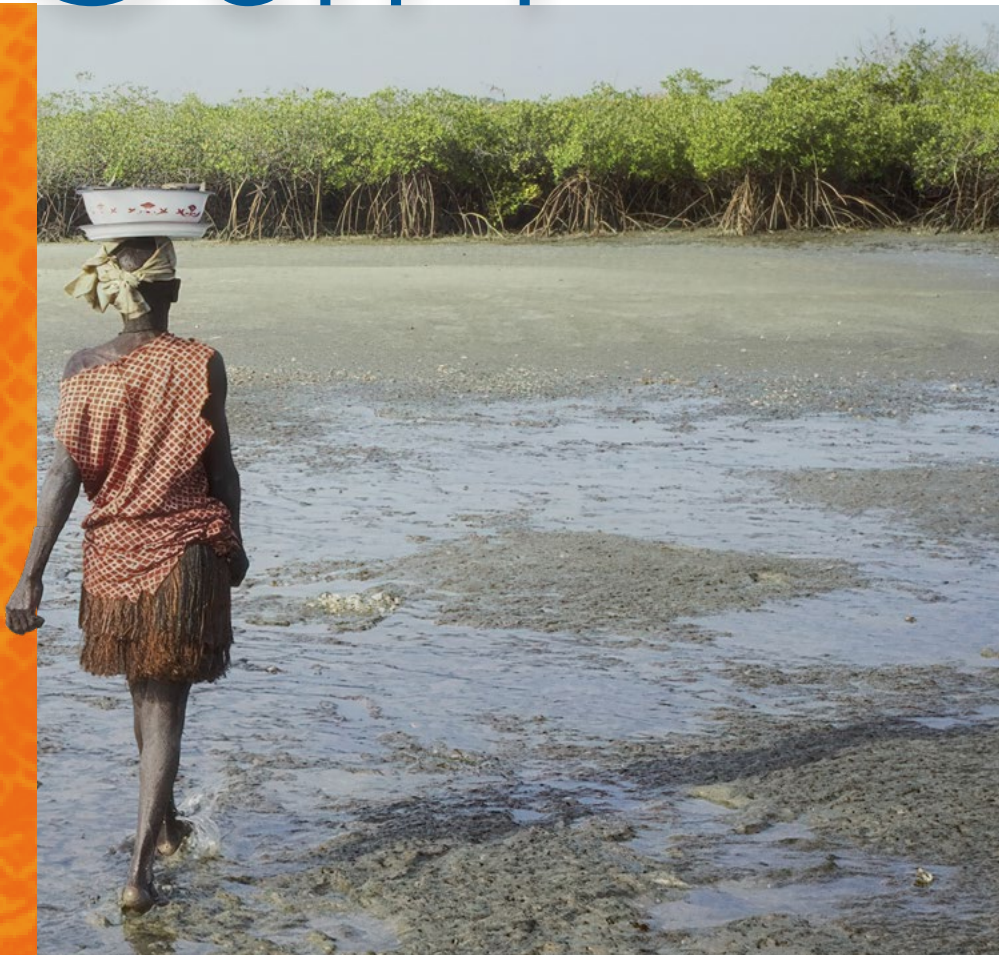


bulletin

Nourrir la résistance : luttes locales pour la justice alimentaire

Partout dans le monde, l'alimentation est une question profondément politique – contrôlée, refusée, défendue et reconquise. Dans ce *Bulletin*, nous mettons en lumière les solutions locales de nos homologues pour faire face aux conflits, aux changements climatiques et au contrôle des systèmes alimentaires par l'industrie. Qu'ils parlent de réagir à la faim comme arme de guerre au Soudan, de préserver les savoirs ancestraux en agriculture en Afrique de l'Ouest ou de contester le contrôle des semences par l'industrie au Canada, ces récits racontent un engagement de longue date envers la souveraineté alimentaire afin que les communautés puissent s'épanouir.



Une femme de retour de la cueillette de mollusques sur l'île de Formosa dans l'archipel des Bijagos en Guinée-Bissau. | Photo : Emmanuel Luce

Protéger la terre grâce au savoir écologique local

Quand les cueilleuses de mollusques de l'archipel des Bijagós en Guinée-Bissau ont constaté la baisse des stocks de mollusques, elles savaient quoi faire. Le groupe de femmes a imposé collectivement un allongement des périodes d'interdiction de pêche, adaptant les pratiques traditionnelles aux réalités environnementales d'aujourd'hui.

« Si nous n'avions pas protégé notre environnement, il n'y aurait plus rien à conserver aujourd'hui », affirment les femmes bijagos.

Ces pratiques de conservation ne sont pas des règles imposées de l'extérieur; elles sont le fruit de l'observation, l'expérience et la mémoire collective de plusieurs générations. Pour les Bijagos, l'environnement est sacré : les forêts et l'eau ne sont pas des ressources à exploiter mais des êtres vivants. Les femmes jouent un rôle central en tant que gardiennes du savoir – elles initient les jeunes aux pratiques traditionnelles qui leur ont été transmises par des générations de femmes.

En Guinée-Bissau, l'homologue d'Inter Pares, Tiniguena, travaille avec des collectivités afin de protéger et revitaliser les pratiques agricoles et la façon de cultiver les aliments en s'inspirant de la sagesse issue de la terre, façonnée par les agriculteur-rice-s et transmise d'une génération à l'autre. Ce profond savoir forge un lien solide entre la collectivité et son environnement.



Dans le village de Kodjo Adja, au Togo, les membres de la coopérative Enoul récoltent et vannent le fonio. | Photo : Fernande Abanda/Inter Pares

Ce ne sont pas simplement des traditions. Ce sont des pratiques vivantes, évolutives, qui protègent les écosystèmes, guident l'utilisation responsable des ressources et préservent l'identité culturelle.

Dans toute l'Afrique de l'Ouest, des connexions similaires entre culture et conservation influencent la façon dont les collectivités protègent des environnements menacés. Au Togo, l'homologue d'Inter Pares, Inades-Formation, appuie des interventions menées par les locaux pour défendre des espaces sacrés comme la forêt d'Adjamé, menacée de déforestation. On y trouve des autels qui servent aux rituels ancestraux. Sauf en période de cérémonies, l'accès y est strictement interdit par les

collectivités – une règle qui a préservé la biodiversité de la forêt et son équilibre écologique.

En appuyant le leadership local et la gouvernance traditionnelle, nos homologues aident à maintenir la solidité de ces pratiques culturelles pour s'opposer à la déforestation, à l'accaparement des terres et aux changements climatiques. Ils aident à assurer la reconnaissance et le respect des règles locales et des rythmes écologiques.

Inter Pares s'engage à valoriser les personnes qui détiennent le savoir ancestral – les femmes, les aîné-e-s, les guérisseur-euse-s et les agriculteur-rice-s – et à assurer que leur leadership reste au cœur de la justice climatique et la justice alimentaire.

Si nous n'avions pas protégé notre environnement,
il n'y aurait plus rien à conserver aujourd'hui.



À Amou, au Togo, les membres d'une coopérative de femmes productrices de fonio utilisent des méthodes traditionnelles pour tamiser soigneusement les grains. | Photo : Mariétou Diallo/Inter Pares

ENTREVUE : travailler en coalition pour la souveraineté alimentaire



Lucy Sharratt (RCAB) avec Bernadette Ouattara, chercheuse en agroécologie du Burkina Faso, à Andhra Pradesh, en Inde.
| Photo : Eric Chaurette/Inter Pares

Lucy Sharratt est coordonnatrice fondatrice du Réseau canadien d'action sur les biotechnologies (RCAB). Le RCAB est un réseau national d'associations de fermiers, de coalitions régionales et de groupes voués à l'environnement et à la justice sociale qui se préoccupent de la place du génie génétique dans l'alimentation et l'agriculture. Inter Pares est membre actif du RCAB depuis la création du réseau en 2006.

« Quand on est informé, on ne fait pas seulement des choix alimentaires différents, on pose un geste politique, ensemble. »

L'entrevue a été remaniée par souci de clarté et de concision.

🕒 Comment avez-vous amorcé la collaboration avec Inter Pares?

Au milieu des années 2000, Inter Pares travaillait avec des mouvements de fermiers en Afrique et en Asie et recherchait des alliés pour s'opposer à la [promotion des OGM par le gouvernement du Canada](#) dans le Sud mondialisé. Inter Pares a joué un rôle crucial dans l'organisation d'une série de rencontres nationales où des groupes ont décidé de mettre leurs ressources en commun pour former ce qui allait devenir le RCAB. Il fallait que la société civile du Canada soit là pour les agriculteurs, qui devaient – et qui doivent encore – faire face au génie génétique. En raison des liens d'Inter Pares avec des collectivités du Sud mondialisé, nous avons pu attirer l'attention sur d'importants problèmes mondiaux et intervenir. Notre premier succès a été de travailler ensemble à renforcer le moratoire mondial sur les semences stériles génétiquement modifiées.

🕒 Comment le RCAB résiste-t-il au contrôle de l'industrie en agriculture?

L'avenir de l'alimentation fait l'objet d'une lutte mondiale. L'industrie veut tout contrôler – chaque organisme, chaque système, chaque parcelle de terre agricole. Le génie génétique est un outil de contrôle. Il démontre jusqu'où ira l'industrie.

Le RCAB est un réseau diversifié et dynamique, alors nous pouvons vraiment faire ressortir les impacts du génie génétique sur le plan social, culturel, économique et environnemental. Le pouvoir de l'industrie menée par le profit, qui est derrière cette technologie, ne s'intéresse pas à son effet réel sur les agriculteurs et sur leurs moyens de subsistance.

Grâce à l'analyse collective de la communauté du RCAB, nous comprenons mieux ce qui se passe sur le terrain, les impacts du génie génétique et les interventions des gouvernements et de l'industrie. Le savoir local et les rapports de respect et de confiance sont des éléments essentiels.

🕒 Selon vous, quelle a été l'évolution du mouvement pour la souveraineté alimentaire dans la dernière décennie et vers quoi croyez-vous qu'il se dirige?

Chacun d'entre nous participe à la souveraineté alimentaire – en cultivant des aliments, en mangeant, en faisant des choix alimentaires. Nous avons tous des limites. Ce n'est pas tout le monde, par exemple, qui peut acheter tous ses aliments dans une ferme biologique locale. Mais le fait de choisir un ou deux produits locaux ou biologiques contribue à changer les choses. Quand on est informé, on ne fait pas seulement des choix alimentaires différents, on pose un geste politique, ensemble. Il faut encore beaucoup de travail et de résistance, mais la longévité d'Inter Pares – 50 ans – et les presque 20 ans du RCAB montrent à quel point les gens sont tenaces. Nous avons une vision commune de l'avenir et c'est très puissant.



Lucy Sharratt (CBAN) lors du Festival de la biodiversité en 2012 à Andhra Pradesh, en Inde, dans le cadre d'un échange organisé par Inter Pares et accueilli par la Deccan Development Society.
| Photo : Eric Chaurette/Inter Pares



POUR EN SAVOIR D'AVANTAGE sur le travail d'Inter Pares en matière de souveraineté alimentaire dans les 50 dernières années, consulter interpares.ca/50ans

Quand l'alimentation devient une arme de guerre : résistance alimentaire locale et entraide

« C'est un moyen délibéré d'abattre notre peuple, en l'affamant pour qu'il cède », explique Ghadeer, de SWRC, notre homologue au Soudan.



Dans l'État Karen en Birmanie, le Département de l'agriculture karen soutient l'agriculture biologique afin de renforcer les systèmes alimentaires locaux. | Photo : KAD

En zone de guerre, la nourriture est une autre arme des puissants. À Gaza, au Soudan et en Birmanie, des acteurs armés utilisent la nourriture pour contrôler des populations, les punir ou les déplacer. Les parties au conflit bloquent l'aide alimentaire, détruisent les fermes et perturbent les systèmes alimentaires locaux. Ces stratégies délibérées aggravent les souffrances, tuent des civils et violent le droit international.

Au Soudan, [la guerre amorcée en 2023](#) a déclenché la pire crise alimentaire au monde. D'un bout à l'autre du pays, les deux belligérants font de l'alimentation un levier pour

contrôler des populations de plus en plus affamées. Les combattants ont coupé l'aide alimentaire dans des régions entières, utilisant l'accès aux aliments comme objet de marchandage pour forcer la soumission. La famine comme tactique.

Avec l'effondrement de l'aide internationale au Soudan – surtout à la suite de l'interruption du financement de l'Agence des É.-U. pour le développement international (USAID) – le travail mené par les groupes locaux est encore plus vital. L'Organisation soudanaise pour la recherche et le développement (SORD), homologue d'Inter Pares, fait partie de ceux qui répondent à l'appel, offrant de l'aide alimentaire d'urgence aux personnes forcées de fuir leur foyer et fournissant aux agriculteur-rices des semences, des outils et de la formation afin qu'ils cultivent la terre pour nourrir la population. Ces projets offrent un soutien vital quand l'État est en déroute.

En Birmanie, des décennies de conflit armé et de répression militaire ont déplacé des millions de personnes. La junte militaire a délibérément limité le transport d'aliments vers les régions autochtones, ce qui a exacerbé la famine et la dépendance envers la junte. Mais ici aussi, des collectivités résistent.

Nos homologues en Birmanie réunissent des agriculteurs-rices et des leaders communautaires afin qu'ils partagent des stratégies pour protéger les systèmes alimentaires des ravages de la guerre. Ensemble, ils dressent des plans pour renforcer le contrôle local des aliments et de l'agriculture dans leur région. Dans l'État Kachin, des homologues travaillent avec les agriculteurs-rices à la relance des pratiques de conservation des semences et à l'expansion de l'agriculture biologique. Des projets villageois cultivent maintenant des aliments pour nourrir les collectivités locales et les aident à bâtir des systèmes alimentaires fondés sur l'autodétermination afin de réduire la dépendance à l'aide extérieure.

Si l'alimentation peut servir d'arme, elle peut aussi être un outil de résistance. Nos homologues montrent comment, dans les conditions les plus difficiles, les gens peuvent encore s'unir pour s'occuper les un-e-s des autres et affirmer leur droit à l'alimentation. La souveraineté alimentaire va au-delà de l'agriculture – c'est une question de pouvoir, de dignité et la solidarité communautaire. ● ● ● ●

Si l'alimentation peut servir d'arme, elle peut aussi être un outil de résistance.

Inter Pares: 221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) K1N 6P1 Canada • Tél : 613-563-4801
1-866-563-4801 (sans frais) • Téléc : 613-594-4704 • info@interpares.ca • interpares.ca

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les inégalités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société

ISSN 0715-4267 • Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR0001 | La publication de ce Bulletin est subventionnée par Affaires mondiales Canada

En partenariat avec
Canada